

RAPPORT N° 2024/2-02
au bureau de la Communauté
en séance du jeudi 28 mars 2024

OBJET

TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RESEAU D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE PROGRAMME 2023 –
MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT

- Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR

Par Délibération N° 2023/5-01 du 5 septembre 2023, vous m'avez autorisé à solliciter une subvention auprès de l'Union Européenne au titre du Programme Opérationnel FEDER 2021-2027 pour le financement des travaux de renouvellement du réseau d'alimentation en eau potable (Programme 2023). Ce programme prévoit le renouvellement de 7,61 km de canalisation sur le territoire de la CINOR dans l'objectif d'améliorer le rendement de réseau.

Le plan de financement présenté était le suivant :

PLAN DE FINANCEMENT		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (HT)
UNION EUROPEENNE Programme Opérationnel FEDER 2021-2027 Action 2.5.2 « Amélioration du rendement des réseaux d'eau potable »	53,87 %	3 200 000,00 €
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	46,13 %	2 740 000,00 €
TOTAL (HT)		5 940 000,00 €

Le coût de l'opération a été actualisé à 5 379 616,27 € HT à la suite de l'attribution de l'ensemble des marchés de travaux.

Par ailleurs, la Région Réunion a relevé le plafonnement de l'aide financière de 400 euros à 500 euros par mètres linéaires de canalisations renouvelées dans la fiche action 2.5.2 « Amélioration du rendement des réseaux d'eau potable ».

La participation de L'Union Européenne s'établirait comme suit :

Sources de financement		Travaux éligibles	Coût total éligible (HT)	Taux maximum	Montant (HT)
Union Européenne	Programme Opérationnel FEDER 2021-2027 Action 2.5.2 « Amélioration du rendement des réseaux d'eau potable »	Totalité de l'opération	5 379 616,27 € HT	75 % (avec un plafonnement à 500 euros par mètres linéaires de canalisations renouvelées)	3 805 000,00 € HT

Au vu de l'ensemble des éléments exposés, le plan de financement s'établirait comme suit :

PLAN DE FINANCEMENT		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (HT)
UNION EUROPEENNE Programme Opérationnel FEDER 2021-2027	70,73 %	3 805 000,00 €
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	29,27 %	1 574 616,27 €
TOTAL (HT)		5 379 616,27 €

Accusé de réception en préfecture
97437074019-2024-0328-BC2024-2-02-DE
Date de télétransmission : 04/04/2024
Date de réception préfecture : 04/04/2024

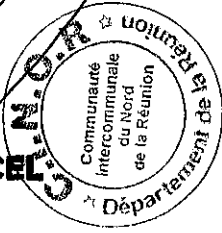
Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver le plan de financement précédent pour les travaux de renouvellement du réseau d'alimentation en eau potable programme 2023,
- autoriser le Président à solliciter une subvention d'un montant de **3 805 000,00 €** auprès de l'Union Européenne au titre Programme Opérationnel FEDER 2021-2027 sur la base du montage financier précédent,
- autoriser le Président de signer les conventions de financement et tous les actes y afférents,
- approuver la participation financière de la CINOR d'un montant de **1 574 616,27 €** prévue dans le plan de financement, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président
Maurice GIRONCEL

Le Président
Maurice GIRONCEL



**DECISION N°2024 /2-02
Du bureau de la Communauté
en séance du 28 mars 2024**

OBJET

**TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RESEAU D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE PROGRAMME 2023 –
AUTORISATION DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS EUROPEENNES AU TITRE DE L'AXE 2.5.2 «
AMELIORATION DU RENDEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE » DU PROGRAMME FEDER 2021-2027**

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240328-BC2024-2-02-DE
Date de télétransmission : 04/04/2024
Date de réception préfecture : 04/04/2024

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/2-02 du Président.

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le plan de financement pour les travaux de renouvellement du réseau AEP programme 2023.

PLAN DE FINANCEMENT		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (HT)
UNION EUROPEENNE Programme Opérationnel FEDER 2021-2027	70,73 %	3 805 000,00 €
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	29,27 %	1 574 616,27 €
TOTAL (HT)		5 379 616,27 €

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à solliciter une subvention d'un montant de **3 805 000,00 €** auprès de l'Union Européenne au titre Programme Opérationnel FEDER 2021-2027 sur la base du montage financier précédent.

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à signer la convention de financement et tous les actes y afférents.

ARTICLE 4

D'approuver la participation financière de la CINOR d'un montant de **1 574 616,27 €** prévue dans le plan de financement, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Nombre de votants : 12 (dont 1 procuration)
Suffrages exprimés : 12
Vote pour : 12
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde 10 3 AVR 2024

Le Président
Maurice GIRONCEL

Le Président
Maurice GIRONCEL

Commune
Intercommunale
du Nord
de la Réunion
Département

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240328-BC2024-2-02-DE
Date de télétransmission : 04/04/2024
Date de réception préfecture : 04/04/2024